

## Résolution d'un cas de servitude pour dettes grâce à une action conjointe



Les intermédiaires en recrutement perçoivent des frais en espèces auprès des travailleurs. Capture d'écran d'une vidéo réalisée par un travailleur.

**En octobre 2022, un travailleur migrant népalais travaillant chez Allied Precision Technologies à Melaka, en Malaisie, a été enlevé par des représentants de l'entreprise et expulsé pour s'être plaint d'abus de frais de recrutement. Après deux ans de pressions pour obtenir réparation, Allied a commencé à coopérer dans le cadre d'un processus de mesures correctives. Grâce en partie à cette pression des affiliés, des militants des droits humains et de certaines marques concernées, tous les ouvrier.e.s affectés ont maintenant été intégralement remboursés des frais de recrutement qu'ils avaient payés.**

### Monitoring et constatations

L'ouvrier qui a été enlevé a signalé à Migration Dristi, un partenaire de monitoring d'Electronics Watch, qu'il avait été pris pour cible pour avoir dénoncé les abus en matière de recrutement. Il a été forcé de monter dans une voiture et enfermé seul dans une pièce toute la nuit, craignant pour sa vie, sans aucun moyen de communiquer avec le monde extérieur. Il a été rapatrié le lendemain.

Parmi les abus dont il se plaignait figurait le paiement d'honoraires d'environ 300 000 roupies népalaises (2 000 euros) à des intermédiaires de recrutement au Népal. Bien que le salaire de base mensuel ne soit que de 1 500 ringgits malaisiens (300 euros), les intermédiaires ont dit aux ouvrier.e.s qu'ils recevraient jusqu'à 4 500 ringgits (900 euros) par mois. Même avec les heures supplémentaires, les ouvrier.e.s n'auraient pu gagner qu'entre 2 000 et 2 500 ringgits (420 à 520 euros). Les ouvrier.e.s ont également payé le coût des examens médicaux, des tests Covid, du transport et de la subsistance en transit, de

**Marques:** Konica Minolta, HP, Cal-Comp  
**Produits:** Imprimantes à jet laser et à jet d'encre, photocopieurs  
**Usine:** Allied Precision Technologies (M) SDN BHD  
**Lieu:** Melaka, Malaisie

l'orientation avant le départ et des frais de passeport. Il ne leur a été donné aucun reçu. Dans certains cas, les prêteurs d'argent au Népal ont exigé des ouvrier.e.s qu'ils signent des documents de prêt indiquant qu'ils avaient emprunté trois fois le montant qu'ils avaient réellement emprunté.

### Processus de remédiation

En octobre 2022, Electronics Watch a informé la Responsible Business Alliance (RBA) du rapatriement forcé. En février 2023, avec l'aide d'une ONG au Népal, le travailleur enlevé a reçu une contribution caritative de la RBA équivalente au salaire qu'il aurait perçu dans le cadre de son contrat (environ 4 000 €), et le remboursement des frais de recrutement qu'il a payés.

Electronics Watch a fait une deuxième demande d'action urgente auprès de la RBA en février 2023 après que des ouvrier.e.s ont signalé avoir été menacés par un agent de recrutement local. La RBA a convoqué trois acheteurs majeurs, dont HP, qui ont insisté sur le fait que les représailles contre les ouvrier.e.s étaient inacceptables.

Un audit de la RBA en février 2023 a confirmé que les ouvrier.e.s avaient payé des frais de recrutement et une enquête indépendante menée en août 2023 a permis d'établir les montants à rembourser. Electronics Watch, la RBA et les marques concernées – encouragées par leurs clients acheteurs publics et les militants des droits humains – ont intensifié leur pression sur Allied. En février 2024, Allied a accepté de rembourser les frais de recrutement selon les montants stipulés dans l'enquête de la RBA.

En juin et juillet 2024, Electronics Watch a travaillé avec Migration Dristi pour localiser toutes les personnes éligibles à un remboursement, y compris les ouvrier.e.s en fuite.<sup>1</sup> En octobre 2024, les 203 ouvrier.e.s migrants concernés de l'usine de Melaka ont confirmé qu'ils avaient été remboursés.

Cette affaire a déclenché une enquête dans une autre usine d'Allied en Malaisie, qui a abouti au remboursement de 178 autres ouvrier.e.s migrants.

## Principaux points à retenir

### Le monitoring par des organisations en qui les ouvrier.e.s ont confiance est essentiel.

Dans ce cas, les ouvrier.e.s ont alerté Migration Dristi sur les abus au travail. Après avoir recueilli des preuves, Migration Dristi a consulté les ouvrier.e.s et représenté leurs intérêts dans le processus de remédiation facilité par Electronics Watch et la RBA.

### Les ouvrier.e.s migrants sont disproportionnellement vulnérables au travail forcé.

La tromperie des recruteurs sur les salaires a conduit les ouvrier.e.s migrants à accepter des emplois chez Allied qu'ils n'auraient peut-être pas acceptés autrement. Contracter des prêts pour payer les frais de recrutement les a placés en servitude pour dettes. Une fois chez Allied, il leur était difficile de rembourser les prêts avec leurs bas salaires, et, par conséquent, de partir.

### Les ouvrier.e.s défendent leurs droits et se soutiennent mutuellement.

Le travailleur enlevé agissait en tant que représentant de ses collègues parce qu'il parlait anglais. Lorsqu'il a disparu, ils ont protesté et ont exigé de savoir où il se trouvait. Ils ne sont retournés au travail que lorsqu'ils ont été menacés de prison.

### L'influence combinée des acheteurs publics et de leurs fournisseurs est cruciale pour obtenir réparation.

Les acheteurs publics affiliés, HP, Cal Comp et Konica Minolta, ont utilisé leur influence pour demander à Allied de rendre des comptes sur la mise en place de mesures correctives pour les ouvrier.e.s affectés.

### Une remédiation rapide est cruciale, mais reste rare.

Les violations des droits des ouvrier.e.s dans cette affaire étaient très graves, mais il a fallu près de deux ans pour obtenir réparation. La rapidité des mesures de remédiation peut dépendre du niveau de coopération des entreprises concernées ainsi que du degré de coordination entre les autres acteurs. La réticence d'Allied à coopérer a contribué à ces retards.

### Les ouvrier.e.s qui s'expriment font souvent l'objet de représailles.

Le porte-parole des ouvrier.e.s a été enlevé, détenu pendant la nuit et expulsé. Son visa et son contrat ont été résiliés sans procédure régulière, et son billet d'avion a été déduit de son salaire. D'autres ouvrier.e.s ont été harcelés par des agents de recrutement locaux, qui les ont menacés de perdre leur emploi s'ils parlaient.

May 2025

[1] « En fuite » est le terme utilisé par les autorités pour désigner les ouvrier.e.s migrants qui quittent leur employeur avant la fin de leur contrat de travail ou sans autorisation, généralement en raison de conditions abusives.